

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

**Décret portant régularisation de la situation administrative d'un gouverneur de la France d'outre-mer et l'admettant à faire valoir ses droits à la retraite pour limite d'âge.**

Par décret du Président de la République en date du 26 novembre 1969, sont et demeurent rapportées les dispositions du décret du 15 septembre 1943 portant révocation de M. Sorin (Constant), gouverneur de 2<sup>e</sup> classe de la France d'outre-mer.

M. Sorin est reclassé ainsi qu'il suit, par mesure de reconstitution de carrière :

Gouverneur de 1<sup>re</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1948 ;

Gouverneur hors classe à compter du 10 février 1951.

M. Sorin est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 27 juillet 1960, date à laquelle il a atteint la limite d'âge de son grade.

## Secrétariat général du Gouvernement.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, en date du 27 novembre 1969, M. Ponton (Jean), attaché principal d'administration centrale de 2<sup>e</sup> classe, 6<sup>e</sup> échelon, des services du Premier ministre (secrétariat général du Gouvernement), est détaché auprès du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, pour servir au titre du territoire des Terres australes et antarctiques françaises, en qualité de chef du bureau d'administration générale (emploi contractuel), pour une période maximum de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Création du brevet d'Etat de prévôt de boxe et du brevet d'Etat de professeur de boxe.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée, pour ses articles 4 et 6, par la loi n° 67 965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié, pour ses tableaux annexés, par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967 ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe créés par le présent arrêté autorisent leurs titulaires à enseigner la boxe anglaise, contre rémunération, dans les conditions précisées par l'article 2.

Art. 2. — Le brevet d'Etat de prévôt de boxe autorise ses titulaires à enseigner cette discipline dans une école de boxe ou un club sous le contrôle de la fédération française de boxe. Il leur permet en outre d'assister les boxeurs de cette école ou de ce club dans les assauts ou combats.

Le brevet d'Etat de professeur de boxe autorise ses titulaires à enseigner cette discipline sans aucune restriction.

Toutefois, pour être autorisés à diriger la carrière de boxeurs licenciés à la fédération française de boxe, les titulaires du brevet d'Etat de professeur de boxe doivent remplir en outre les conditions définies par les règlements de cette fédération.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves des examens conduisant à la délivrance des brevets d'Etat de prévôt de boxe et de professeur de boxe, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat de prévôt de boxe :

Etre âgé de vingt et un ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaire d'un brevet sportif populaire datant de l'année de l'examen ou de l'année précédente :

Du 8<sup>e</sup> degré au moins pour les candidats de moins de trente ans ;

Du 7<sup>e</sup> degré au moins pour les candidats âgés de trente à quarante ans ;

Du 6<sup>e</sup> degré au moins pour les candidats de plus de quarante ans. Cette condition n'est pas exigée des candidats titulaires du C. A. P. E. P. S. ou du diplôme de maître d'E. P. S. ;

Etre titulaire du brevet de secourisme délivré par le service national de la protection civile ou d'un diplôme reconnu équivalent par ce service.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat de professeur de boxe :

Etre titulaire du brevet d'Etat de prévôt de boxe et avoir exercé en cette qualité pendant au moins deux années.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'un des brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser à la fédération française de boxe, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription faisant état de l'activité sportive exercée et des résultats obtenus dans les compétitions ;

Les copies certifiées conformes ou les photocopies des titres prévus à l'article 4 ci-dessus et de toutes attestations complémentaires utiles ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la boxe datant de moins de trois mois.

Art. 5. — Les jurys chargés d'examiner les candidats au brevet d'Etat de prévôt de boxe et au brevet d'Etat de professeur de boxe sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, et constitués sur les bases suivantes :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, ou son représentant, président.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports.

Le directeur technique national de la boxe ou son représentant.

Quatre membres de la fédération française de boxe désignés par le président de la fédération, dont trois titulaires du brevet d'Etat de professeur de boxe et un représentant des officiels (juges, arbitres, etc.).

Un médecin.

Art. 6. — Les examens du brevet d'Etat de prévôt de boxe et du brevet d'Etat de professeur de boxe comportent :

Des épreuves écrites ;

Des épreuves orales (pour le brevet d'Etat de prévôt de boxe seulement) ;

Des épreuves techniques et de pédagogie pratique.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20. La note 5 est éliminatoire après délibération du jury.

### I. — Brevet d'Etat de prévôt de boxe.

1° Epreuves écrites. — Ces épreuves sont au nombre de deux :

La première consiste en une rédaction se rapportant à l'éducation physique et sportive en général, ou à la boxe en particulier (durée : deux heures ; coefficient 1).

La deuxième consiste dans la réponse à un questionnaire relatif à l'anatomie à la physiologie et à l'hygiène (durée : une heure ; coefficient 2).

Les candidats titulaires du C. A. P. E. P. S. ou du diplôme de maître d'E. P. S. sont dispensés des épreuves écrites ci-dessus définies.

Pour être admis à se présenter aux épreuves orales, techniques et de pédagogie pratique, les autres candidats doivent avoir obtenu au moins 30 points soit une moyenne de 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves écrites.

2° Epreuves orales. — Ces épreuves consistent en trois interrogations portant :

L'une sur les règlements de la F. F. B. (coefficient 2).

Une deuxième sur les soins à donner aux boxeurs pendant les assauts (coefficient 1).

Une troisième sur la technique et la tactique de l'assaut (coefficient 1).

3° Epreuves techniques et de pédagogie pratique. — Ces épreuves sont au nombre de cinq :

Une démonstration commentée de la technique de la boxe (coefficient 2).

La direction d'une séance d'éducation physique préparatoire à la pratique de la boxe (coefficient 2).

Une leçon individuelle (coefficient 2).

Une leçon collective (coefficient 2).

(Quinze minutes sont données aux candidats pour préparer chacune de ces deux leçons qui doivent être à la fois théoriques et pratiques.)

La direction d'un assaut (coefficient 1).

Les programmes des épreuves du brevet d'Etat de prévôt de boxe font l'objet des annexes I et II du présent arrêté (1).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de prévôt de boxe les candidats doivent avoir obtenu un total de 160 points, sans note éliminatoire, correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, orales, techniques et de pédagogie pratique. Ce total est réduit à 130 points pour les professeurs et maîtres d'E. P. S. dispensés des épreuves écrites.

## II. — Brevet d'Etat de professeur de boxe.

1° Epreuves écrites. — Ces épreuves sont au nombre de trois. Elles consistent dans :

La composition d'un rapport ou d'un exposé portant sur un programme d'activités relatives à la boxe (durée : deux heures ; coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à l'anatomie, à la physiologie ou à l'hygiène appliquées à la boxe (coefficient 2).

La réponse à un questionnaire relatif à la réglementation de la boxe scolaire, de la boxe amateur et de la boxe professionnelle telle qu'elle résulte du code sportif fédéral (coefficient 1).

2° Epreuves techniques et de pédagogie pratique :

Ces épreuves sont au nombre de trois. Elles consistent dans :

L'analyse critique d'un boxeur observé au cours d'un assaut (exécution des coups, des parades et des déplacements, technique et tactique de l'assaut) (coefficient 2).

La direction d'une séance de perfectionnement du boxeur précédemment observé (coefficient 2).

La direction d'une séance d'entraînement intéressant un groupe de boxeurs (coefficient 3).

Les programmes des épreuves du brevet d'Etat de professeur de boxe font l'objet des annexes II et III du présent arrêté (1).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de professeur de boxe les candidats doivent avoir obtenu un total de 120 points, sans note éliminatoire, correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, techniques et de pédagogie pratique.

Art. 7. — Sur proposition des jurys, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, arrête les listes des candidats admis aux examens du brevet d'Etat de prévôt de boxe et du brevet d'Etat de professeur de boxe.

Art. 8. — En application des dispositions de l'article 6 de la loi susvisée du 6 août 1963, les brevets de professeur de boxe et de prévôt de boxe seront délivrés sur leur demande et sans examen aux enseignants de la boxe pouvant justifier de diplômes délivrés par la fédération française de boxe au titre de l'année 1969 et des années antérieures.

Art. 9. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Art. 10. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 1969.

JOSEPH COMITI.

(1) Les annexes seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE

**Décret du 27 novembre 1969 portant extension d'un polygone exceptionnel existant dans la zone de servitude du fort de Côte-Lorette, à Saint-Genis-Laval (Rhône).**

Par décret en date du 27 novembre 1969, les limites du polygone exceptionnel créé par décret du 29 avril 1929 dans la première zone de servitude de l'ouvrage de Côte-Lorette, à Saint-Genis-Laval (Rhône), sont modifiées selon le tracé figurant au plan annexé au présent décret.

Se trouvent incluses dans le polygone exceptionnel ainsi modifié les parcelles délimitées par la rue de l'Observatoire, telles qu'elles sont représentées par des hachures bleues sur le plan annexé au présent décret.

Les constructions à l'intérieur dudit polygone exceptionnel devront faire l'objet d'une autorisation spéciale du ministre d'Etat chargé de la défense nationale.

### Délégation de signature.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé de la défense nationale,

Vu le décret du 20 juin 1969 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 22 juin 1969 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 62-811 du 18 juillet 1962 modifié fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 69-709 du 4 juillet 1969 fixant les attributions du ministre d'Etat chargé de la défense nationale ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1969 portant délégation de signature du ministre d'Etat chargé de la défense nationale aux officiers généraux et supérieurs et aux fonctionnaires des directions et services relevant directement du ministre ;

Vu le décret du 11 juillet 1969 portant délégation de la signature du ministre d'Etat chargé de la défense nationale,

### Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 du décret susvisé du 11 juillet 1969 portant délégation de la signature du ministre d'Etat chargé de la défense nationale est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

« Concurrément avec les officiers supérieurs du service d'information, d'études et de cinématographie des armées »,

Mettre :

« Concurrément avec les officiers supérieurs du service d'information et de relations publiques des armées ».

Art. 2. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 novembre 1969.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale,  
MICHEL DEBRÉ.

### Régies d'avances.

Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'économie et des finances,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 64-685 du 2 juillet 1964 relatif à la constitution et à la libération du cautionnement exigé des comptables publics ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 juin 1961 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu les décrets n° 66-912 et 66-913 du 7 décembre 1966 relatifs aux comptables et régisseurs de recettes et d'avances chargés d'exécuter les recettes et les dépenses publiques à l'étranger ainsi qu'aux modalités d'exécution de ces recettes et dépenses ;

Vu le décret n° 69-473 du 27 mai 1969 relatif à l'exécution des opérations financières françaises en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord,

### Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué, auprès des services du ministère de la défense nationale désignés à l'article 3 ci-après, une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de l'article 9 du décret n° 64-486 du 28 mai 1964.

Le montant maximum des dépenses de matériel pouvant être réglées par la régie est fixé à la contrevaletur en devises de 3.000 F par opération.

Art. 2. — Peuvent en outre être payées par la régie les dépenses suivantes :

1° Rémunération des personnels de service ;

2° Frais de mission à l'étranger et avances sur ces mêmes frais si ceux-ci ne peuvent être perçus chez un comptable du Trésor, un agent payeur spécial ou un agent percepteur dans un poste diplomatique et consulaire ;

3° Frais de documentation et de représentation.